

# INSTRUCTION

N° 97-132-B3 du 22 décembre 1997

NOR : BUD R 97 00132 J

Texte publié au BOCP

## CUMUL DES AVANTAGES FAMILIAUX VERSÉS AUX PENSIONNÉS DE L'ÉTAT

### ANALYSE

Règles de cumul des pensions d'orphelins et des autres avantages familiaux prévus par le code des pensions civiles et militaires de retraite et le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

Date d'application : 22/12/1997

### MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ; PENSION MILITAIRE D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE ; PRESTATION FAMILIALE ; ORPHELIN

### DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 74-162-B3 du 12 décembre 1974

### DOCUMENTS À ABROGER

Instruction n° 97-079-B3 du 5 juin 1997

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	TOM										

### DIFFUSION

CS 49

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction C - Bureau C3*

## SOMMAIRE

<b>1. AVANTAGES CONCERNÉS.....</b>	<b>5</b>
1.1. Ce sont : .....	5
1.1.1. Les prestations versées au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite (CPCMR) .....	5
1.1.2. Les prestations versées au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (CPMIVG) .....	5
1.1.3. Les prestations familiales : .....	5
1.1.4. L'allocation aux adultes handicapés.....	5
1.1.5. Les allocations d'aide sociale.....	6
<b>2. CUMUL DES AVANTAGES SERVIS AU TITRE DU CODE « RETRAITE » OU DU CODE PMIVG AVEC LES PRESTATIONS FAMILIALES .....</b>	<b>6</b>
2.1. cumul des pensions principales d'orphelin (retraite ou pmi) avec les prestations familiales.....	6
2.2. cumul des pensions temporaires d'orphelin (pto) avec les prestations familiales .....	6
2.3. cumul des majorations et allocations du code des pensions militaires d'invalidité avec les prestations familiales .....	7
<b>3. CUMUL D'AVANTAGES VERSÉS AU TITRE DU CODE « RETRAITE » ENTRE EUX.....</b>	<b>8</b>
3.1. cumul des pensions principales d'orphelin .....	8
3.1.1. Sont autorisés : .....	8
3.1.2. Sont interdits : .....	8
3.1.3. Remarque.....	8
3.2. Cumul de pensions temporaires d'orphelin entre elles et avec les pensions principales d'orphelin .....	8
<b>4. CUMUL D'AVANTAGES VERSÉS AU TITRE DU CODE PMIVG ET AU TITRE DU CODE « RETRAITE ».....</b>	<b>9</b>
4.1. cumul des pensions principales d'orphelin .....	9
4.1.1. Est autorisé : .....	9
4.1.2. Est interdit : .....	9
4.2. cumul des pensions temporaires d'orphelin et des majorations ou allocations des articles L.19, L.20, L.54 du code pmivg .....	9
<b>5. CUMUL D'AVANTAGES VERSÉS AU TITRE DU CODE PMIVG ENTRE EUX.....</b>	<b>9</b>
5.1. cumul de pensions d'orphelin .....	9

5.2. Cumul de pensions principales et d'accessoires et cumul d'avantages familiaux entre eux .....	10
5.2.1. Invalide .....	10
5.2.2. Veuve seule titulaire de la pension et un ou plusieurs orphelins, mineurs, ou majeurs infirmes.....	10
5.2.3. Orphelin seul, de moins de 21 ans, non infirme :.....	11
5.2.4. Pluralité d'orphelins de moins de 21 ans, du même lit, non infirmes .....	11
5.2.5. Un seul orphelin, infirme, ou plusieurs orphelins du même lit, tous infirmes.....	12
5.2.6. Concours d'orphelins infirmes et d'orphelins non infirmes, tous du même lit.....	13
5.2.7. Concours entre une veuve et des orphelins d'un premier lit : .....	13
5.2.8. Concours entre orphelins de plusieurs lits : .....	14

A la suite de questions posées par les comptables lors de la diffusion de l'instruction n° 97-079-B3 du 5 juin 1997, il est apparu qu'une erreur s'est glissée au paragraphe 5-2-5 en ce qui concerne le droit des orphelins infirmes au supplément exceptionnel.

En conséquence, la présente instruction se substitue à l'instruction n° 97-079 B3 du 5 juin 1997 pour intégrer ces rectificatifs.

Par ailleurs, ainsi qu'ils en ont été informés par message n° 239 du 9 juillet 1997 publié dans la "base incident", il n'est plus possible au centre de documentation de faire le lien avec les BST et donc de les faire figurer sur les instructions comme documents à annoter ou à abroger. A l'avenir, les BST visés figureront donc dans le texte des instructions.

Il convient de prendre en compte que la présente instruction annote :

- circulaire 870 du 11 septembre 1950 (BST 60 G) chapitre I/B ;
- circulaire 1427 du 15 décembre 1954 (BST 103 G) chapitre V ;
- circulaire 1597 du 18 octobre 1955 (BST 101 G) subdivision III ;
- circulaire 1692 du 23 avril 1956 (BST 39 G) ;

qu'elle abroge :

- circulaire 463 du 28 mai 1947 (BST 31 G) ;
- circulaire 464 du 29 mai 1947 (BST 32 G) ;
- circulaire 1389 du 28 juin 1954 (BST 62 G).

Le code des pensions civiles et militaires de retraite et le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, prévoient l'attribution de certaines prestations en faveur des enfants des pensionnés ou ex-fonctionnaires ou militaires.

Ces avantages peuvent être attribués à des orphelins de moins de 21 ans ou à des orphelins de plus de 21 ans, infirmes.

Ils peuvent être payés, soit au pensionné lui-même, soit au conjoint survivant, soit à un ou plusieurs orphelins (ou à leur tuteur).

Le paiement de ces prestations est soumis à des règles générales de cumul posées par les articles L.40 et L.89 du code des pensions de retraite, L.112 du code des pensions de guerre et L.553-3<sup>1</sup> du code de la sécurité sociale, ainsi qu'à des règles particulières de cumul posées par les textes qui les ont instituées.

De nombreuses instructions et lettres particulières ont précisé les modalités d'application des règles de cumul. Il en résulte une réglementation confuse, incomplète sur certains points et désuète sur d'autres.

Dans le but d'unifier les sources d'information des comptables et de mettre à jour la réglementation existante, il a donc paru opportun de préciser les prestations concernées et de définir les règles de cumul applicables.

L'attention est appelée sur le fait que les règles d'attribution de ces prestations ne sont envisagées ici que du point de vue de la réglementation des cumuls. *Par conséquent, lorsqu'il est fait état d'une prestation, il est supposé que toutes les autres conditions d'attribution sont remplies.*

---

<sup>1</sup> Ancien article L.555 puis L.561-5.

## 1. AVANTAGES CONCERNÉS

### 1.1. CE SONT :

#### 1.1.1. Les prestations versées au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite (CPCMR)

- Pensions principales d'orphelin et pensions temporaires d'orphelin concédées au titre de l'article L.40 du code des pensions civiles et militaires de retraite, ou de l'article L.56 de l'ancien code ;
- Allocations annuelles<sup>2</sup> attribuées en vertu :
  - de l'article L.56, 4ème alinéa, de l'ancien code en vigueur avant le 1er décembre 1964 ;
  - des articles 12, 13 et 15 du décret n° 66-809 du 28 octobre 1966 pris pour l'application de l'article 11 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 ;
  - de l'article 1er, II du décret n° 55-1544 du 29 novembre 1955 (Alsace-Lorraine).

Par contre, la majoration pour enfants allouée au titre de l'article L.18 du code (ou de l'article L.31 de l'ancien code) est aux termes de l'article 89 du code, cumulable avec les prestations familiales, et les autres accessoires de pension, y compris une autre majoration pour les mêmes enfants payée avec une autre pension. Elle ne fait donc l'objet d'aucune restriction de cumul.

#### 1.1.2. Les prestations versées au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (CPMIVG)

- pensions principales d'orphelins concédées en vertu des articles L.55 et L.57 de ce code ;
- majoration et allocation pour enfant des articles L.19 et L.20 (accessoires aux pensions d'invalidité) ;
- supplément familial de l'article L.51, 4ème alinéa (accessoire aux pensions de veuve et d'orphelin) ;
- majoration de l'article L.54, 5ème alinéa (accessoire aux pensions de veuve ou d'orphelin) ;
- allocation spéciale d'enfant infirme des articles L.20, 5ème alinéa (pensions d'invalidité) et L.54, 6ème alinéa (pensions de veuve) ;
- supplément exceptionnel de l'article 51, 1er alinéa, servi aux orphelins de père et de mère, ou assimilés, en application de l'alinéa 6 de ce même article, titulaires d'une pension principale bien que ce supplément ne soit pas à proprement parler un avantage familial.

#### 1.1.3. Les prestations familiales :

Prestations visées à l'article L.511-1 du code de la sécurité sociale, et avantages similaires versés dans les territoires où ne s'applique pas ce code.

#### 1.1.4. L'allocation aux adultes handicapés

Cette allocation est mentionnée ici pour mémoire puisqu'aux termes de l'article L.821-1 du code de la sécurité sociale, tout avantage de vieillesse ou d'invalidité prévu par une législation particulière est servi par priorité à cette allocation.

---

<sup>2</sup> Dans les développements qui suivent le terme « pension » englobe les allocations annuelles, quand il n'y a pas d'autre précision.

### 1.1.5. Les allocations d'aide sociale

Les allocations d'aide sociale (allocation spéciale de l'article L.814-1 du code de la sécurité sociale, allocation supplémentaire prévue par les articles L.815-2 et L.815-3 du même code (ex FNS), la majoration prévue à l'article L.814-2 du même code...) sont également citées pour mémoire puisque les pensions de l'Etat doivent être payées en priorité sur ces avantages non contributifs.

C'est ainsi que sur les titres de pension d'orphelin majeur infirme la mention suivante est apposée : « pension enfant infirme payable par priorité sur les allocations d'aide sociale... ».

## 2. CUMUL DES AVANTAGES SERVIS AU TITRE DU CODE « RETRAITE » OU DU CODE PMIVG AVEC LES PRESTATIONS FAMILIALES

### 2.1. CUMUL DES PENSIONS PRINCIPALES D'ORPHELIN (RETRAITE OU PMI) AVEC LES PRESTATIONS FAMILIALES.

Le cumul est autorisé puisque l'article L.553-3 du code de la sécurité sociale interdit seulement le cumul des prestations familiales avec les majorations de ces pensions et non avec les pensions elles-mêmes.

### 2.2. CUMUL DES PENSIONS TEMPORAIRES D'ORPHELIN (PTO) AVEC LES PRESTATIONS FAMILIALES

En vertu de l'article L.89 du code des PCMR et de l'article L.553-3 (ex L.555 puis L.561-5) du code de la sécurité sociale, lorsqu'un même enfant ouvre droit aux prestations familiales et à une majoration de retraite (PTO) ou de pension (ME) attribuée par l'Etat, les prestations familiales sont perçues par priorité.

Comme il est indiqué au paragraphe 1.1.1, la majoration de pension prévue à l'article L.18 du code des PCMR est cumulable avec les prestations familiales.

*Toutefois, certaines prestations familiales sont exonérées de l'interdiction de cumul par les textes qui les ont instaurées.*

*Les pensions temporaires d'orphelin ne sont donc pas cumulables avec :*

- les allocations familiales ;
- l'allocation pour jeune enfant lorsqu'elle est versée au-delà du troisième mois de l'enfant ;
- le complément familial ;
- l'allocation de logement, y compris la prime de déménagement, sauf dans le cas prévu au paragraphe suivant.

*En revanche, elle sont cumulables avec :*

- l'allocation pour jeune enfant jusqu'au troisième mois de l'enfant ;
- l'allocation d'éducation spéciale ;
- l'allocation de soutien familial ;
- l'allocation de rentrée scolaire
- l'allocation de parent isolé ;
- l'allocation parentale d'éducation ;
- l'allocation d'adoption ;
- l'allocation de logement servie du chef d'enfants infirmes ;

- les aides à l'emploi pour la garde des jeunes enfants (aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, allocation de garde d'enfant à domicile).

*Elle sont également cumulables* avec les prestations extralégales que peuvent verser les caisses d'allocations familiales ainsi qu'avec le supplément familial de traitement versé aux fonctionnaires, l'aide personnalisée au logement (APL) et l'allocation de logement à caractère social, qui ne sont pas des prestations familiales.

*En cas d'interdiction de cumul, si le montant des prestations familiales est inférieur au montant de la PTO, il est versé une PTO différentielle.*

Pour comparer le montant des PTO avec celui des prestations familiales, il convient d'éliminer de la masse de ces dernières les avantages servis en propre à chaque enfant (majoration liée à l'âge, allocation pour jeune enfant) afin de les ajouter individuellement à la part de l'enfant concerné.

En effet, ce mode de calcul résulte des dispositions des articles L.89 du code PCMR et L.553-3 du code de la sécurité sociale qui interdisent le cumul du chef *d'un même enfant*.

Si un orphelin majeur perçoit lui-même sa PTO, celle-ci est comparée avec la part d'avantages familiaux non cumulables perçue de son chef par la personne qui en a la charge.

Enfin, s'il s'agit de PTO rattachées à des pensions différentes, les mêmes principes sont applicables, en faisant masse pour chaque enfant des différentes PTO qui sont concédées de son chef.

*Remarque :*

L'article 28 de la loi n° 82-1152 du 30 décembre 1982 modifié par l'article 130 de la loi n° 83-1175 du 29 décembre 1983 relatif aux pensions de veuves et d'orphelins de fonctionnaires ou militaires tués au cours d'opérations de police a prévu que le total de la pension de retraite et, selon le cas, de la rente viagère d'invalidité ou de la pension militaire d'invalidité est élevée au montant du traitement ou de la solde correspondant à l'indice retenu pour le calcul de la pension de retraite.

S'il existe une ou plusieurs PTO, il est fait masse de la pension principale (ou des parts de pension principale) et des PTO, pour élever leur montant total au montant garanti.

Toute suspension des PTO pour le montant des prestations familiales aurait pour conséquence de rendre le montant de la pension payé aux ayants-cause toujours inférieur au montant garanti, qui est le montant du traitement ou de la solde, auquel s'ajoutait bien le montant des prestations familiales. Il faudrait donc augmenter d'autant le montant de la pension proprement dite.

Pour éviter des opérations inutiles, il a donc été décidé (comme il l'a été indiqué dans la lettre n° 88-728 C4 du 7 août 1984 adressée à l'ensemble des comptables) que les PTO rattachées à ces pensions doivent être payées pour leur intégralité sans tenir compte des dispositions de l'article L.89 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

### 2.3. CUMUL DES MAJORATIONS ET ALLOCATIONS DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ AVEC LES PRESTATIONS FAMILIALES

Les majorations et allocations des articles L.19, L.20 et L.54, 5ème alinéa de ce code sont soumises aux mêmes règles de cumul que les pensions temporaires d'orphelin en vertu de l'article L.553-3 du code de la sécurité sociale.

Si le montant des prestations familiales est inférieur au montant de la majoration ou allocation, il est versé une majoration ou allocation différentielle.

Les modalités de comparaison des montants sont les mêmes que pour les PTO.

En revanche, le supplément familial de l'article L.51, 4ème alinéa, est *toujours cumulable* avec les prestations familiales, aux termes du 6ème alinéa du même article. *Il peut aussi se cumuler* avec la majoration de 92 points du 5ème alinéa de l'article L.54 destinée à remplacer les prestations familiales pour l'enfant qui n'ouvre pas ou plus droit à ces prestations et n'a pas 18 ans, et également avec l'allocation spéciale prévue à l'article L.54, 6ème alinéa (ASEI).

### 3. CUMUL D'AVANTAGES VERSÉS AU TITRE DU CODE « RETRAITE » ENTRE EUX

#### 3.1. CUMUL DES PENSIONS PRINCIPALES D'ORPHELIN

##### 3.1.1. Sont autorisés :

- Le cumul, pour un orphelin *mineur ou majeur infirme*, de deux pensions de réversion obtenues du chef de son père et de sa mère au titre des régimes de retraite énumérés à l'article L.84 ;
- Le cumul de deux pensions *d'orphelin mineur ou majeur infirme* du chef du même parent dans la mesure où il s'agit de pensions acquises du chef de services successifs (application combinée des articles L.87, dernier alinéa, et L.40 ou L.42).

##### 3.1.2. Sont interdits :

- Le cumul de la pension d'orphelin mineur ou majeur obtenue du chef du père légitime ou naturel et celle obtenue du chef du père adoptif, ou de la pension obtenue du chef de la mère légitime ou naturelle et celle obtenue du chef de la mère adoptive (article L.88, alinéa 3) ;
- Le cumul d'une pension d'orphelin majeur infirme de l'article L.40 du code PCMR avec une allocation annuelle concédée au titre de l'article 11 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 ou des articles 12 à 15 du décret n° 66-809 du 28 octobre 1966 (*dans cette hypothèse, l'allocation annuelle est suspendue et la pension principale d'orphelin est payée par priorité*).

Est également interdit le cumul de la pension d'orphelin majeur infirme avec toute autre pension ou rente d'un régime général attribuée au titre de la vieillesse ou de l'invalidité (article L.40, alinéa 3), y compris une pension de guerre (cf. paragraphe 4.1.2. ci-dessous). *La pension d'orphelin majeur infirme de l'article L.40 est suspendue à concurrence de l'autre pension.*

##### 3.1.3. Remarque

*En revanche, l'article L.56 de l'ancien code ne prévoyant pas d'interdiction de cumul des pensions d'orphelin majeur infirme, les pensions concédées en vertu de ce texte échappent aux interdictions énoncées au 3ème alinéa du paragraphe 3.1.2. ci-dessus, bien que des suspensions devenues aujourd'hui définitives et dont les montants sont à ce titre périodiquement actualisés, aient été pratiquées antérieurement en vertu d'une décision ministérielle du 30 septembre 1957.*

L'application de cette décision a été confirmée par la jurisprudence.

#### 3.2. CUMUL DE PENSIONS TEMPORAIRES D'ORPHELIN ENTRE ELLES ET AVEC LES PENSIONS PRINCIPALES D'ORPHELIN

Les PTO sont cumulables entre elles dans les mêmes conditions que les pensions principales d'orphelin.

Elles sont cumulables avec les pensions principales (sous réserve, s'il y a plus de cinq orphelins que le total de la pension principale et des PTO n'excède pas le montant de la pension qui aurait été attribuée au parent décédé).



## 4. CUMUL D'AVANTAGES VERSÉS AU TITRE DU CODE PMIVG ET AU TITRE DU CODE « RETRAITE »

### 4.1. CUMUL DES PENSIONS PRINCIPALES D'ORPHELIN

#### 4.1.1. Est autorisé :

- Le cumul d'une pension *d'orphelin de moins de 21 ans* concédée au titre du régime de retraite avec une pension concédée au titre du régime des PMI qu'il s'agisse de pensions acquises du chef du même parent ou de parents différents.

#### 4.1.2. Est interdit :

- Le cumul d'une pension d'orphelin majeur infirme au titre de l'article L.40 du code retraite (y compris la PTO qui s'y rattache éventuellement) ou d'une allocation annuelle, avec une pension d'orphelin majeur infirme concédée au titre de l'article L. 57 du code PMIVG.

La pension concédée au titre du code PMIVG est versée en priorité puisque la disposition interdisant le cumul figure à l'article L.40 du code des pensions civiles et militaires de retraite et aux articles 12, 13 et 15 du décret n° 66-809 du 28 octobre 1966. Si le montant de la pension « retraite » est supérieur, cette dernière n'est que partiellement suspendue, à concurrence du montant de la pension « PMI ».

### 4.2. CUMUL DES PENSIONS TEMPORAIRES D'ORPHELIN ET DES MAJORATIONS OU ALLOCATIONS DES ARTICLES L.19, L.20, L.54 DU CODE PMIVG

Le cumul entre les PTO servies à des orphelins mineurs et les majorations ou allocations du code PMIVG *est interdit* car ces prestations constituent des accessoires pour enfants à caractère familial dont le cumul est interdit du chef d'un même enfant (article L.89 du code PCMR et article L.553-3 du code de la sécurité sociale).

*La pension temporaire d'orphelin est payée en priorité*, la majoration ou allocation étant suspendue, soit en totalité, soit à concurrence du montant de la PTO.

*De même, est interdit* pour les orphelins majeurs infirmes le cumul de la PTO et de l'allocation spéciale aux enfants infirmes (ASEI) de l'article L.54, 6ème alinéa car ces prestations sont des accessoires pour enfants à caractère familial dont le cumul est interdit *du chef d'un même enfant*.

*La pension temporaire d'orphelin infirme doit être payée en priorité*, l'allocation spéciale étant suspendue soit en totalité, soit à concurrence du montant de la PTO.

## 5. CUMUL D'AVANTAGES VERSÉS AU TITRE DU CODE PMIVG ENTRE EUX

### 5.1. CUMUL DE PENSIONS D'ORPHELIN

Les pensions d'orphelin acquises du chef des deux parents *sont cumulables*. En effet, aucune interdiction de cumul n'est posée sur ce point par les articles L. 55 et L. 57 du code.

La question du cumul de pensions du chef d'un même auteur ne se pose pas puisqu'en cas de pluralité d'origine des droits de plusieurs infirmités, il n'est attribué qu'une seule pension d'invalidité tenant compte de l'ensemble des infirmités et par conséquent une seule pension d'ayant cause.

Chacune des pensions d'orphelin peut être majorée du supplément exceptionnel si l'orphelin remplit les conditions de ressources et sous réserve des règles indiquées au 5-2 ci-dessous.

En cas de partage de la pension ou des pensions entre plusieurs orphelins (du même lit ou de lits différents) ou entre orphelins d'un premier lit et la veuve, le supplément exceptionnel est pour chaque part, servi dans la même proportion que la part de pension principale. Les droits étant appréciés pour chacun, il se peut que certains des orphelins ne remplissent pas la conditions de ressources alors que les autres la remplissent. Les parts de supplément exceptionnel de ceux-ci ne sont pas majorées pour autant.

## 5.2. CUMUL DE PENSIONS PRINCIPALES ET D'ACCESSOIRES ET CUMUL D'AVANTAGES FAMILIAUX ENTRE EUX

*Les différents cas qui suivent sont traités en supposant résolus les problèmes de cumul avec des prestations familiales ou des avantages du code PCMR.* Les directives données peuvent donc s'appliquer soit aux avantages bruts s'il n'y a pas concours avec des avantages d'autre nature, soit aux avantages différentiels qui peuvent rester dus après suspension à concurrence d'avantage servis prioritairement.

De même, il est fait état des enfants sans distinguer les enfants légitimes des enfants naturels ou adoptés pour lesquels le droit à pension ou majoration est soumis à certaines conditions. Il est rappelé (cf. instruction n° 74-162 B3 du 12 décembre 1974, paragraphes 38 à 42) que les comptables sont habilités à attribuer seuls les avantages prévus par le code PMIVG aux enfants légitimes de moins de 18 ans. Dans tous les autres cas ils doivent avoir une autorisation de prise en compte délivrée par la direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre et visée par le bureau A 3 du service des pensions.

### 5.2.1. Invalide

Une pension personnelle d'invalidité peut être assortie, pour chaque enfant de moins de 18 ans ou infirme :

- soit d'une majoration égale au huitième de la pension au taux de soldat correspondant au pourcentage d'invalidité, si ce pourcentage n'atteint pas 85 % (art L.19) ;
- soit d'une allocation spéciale de 65, 77, 85 ou 92 points selon que le pourcentage de la pension est de 85 %, 90 %, 95 % ou 100 % et plus (article L. 20).

*Nota :* En application de l'avant dernier alinéa de l'article L. 19, les majorations pour enfants sont maintenues après le décès de l'invalidé, pour les enfants de moins de 18 ans s'il n'y a pas de droit à pension d'ayant cause (taux d'invalidité inférieur à 60 %) et après autorisation de prise en compte du bureau A.3 du service des pensions (cf. instruction n° 74-162 B3 du 12 décembre 1974 paragraphes 71 à 75).

### 5.2.2. Veuve seule titulaire de la pension et un ou plusieurs orphelins, mineurs, ou majeurs infirmes

La pension de veuve ouvre droit, pour chaque orphelin de moins de 18 ans, à :

- une majoration pour enfant de 92 points (article L. 54, 5ème alinéa) non cumulable avec les prestations familiales ;

et à la majoration, dite supplément familial, du 4ème alinéa de l'article L. 51 pour chaque enfant à charge au sens de la législation sur les prestations familiales c'est-à-dire jusqu'à 20 ans. Cette majoration, cumulable avec les prestations familiales, est de 120 points d'indice pour chacun des deux premiers enfants et de 160 points par enfant à partir du troisième.

S'il y a un ou plusieurs orphelins majeurs infirmes, chacun a droit *lorsqu'il cesse d'ouvrir droit aux prestations familiales*, à l'allocation spéciale pour enfant infirme de 333 points non cumulable avec tout autre avantage familial du chef du même enfant, mais bien entendu cumulable avec les avantages servis du chef des autres orphelins. *Cette allocation est versée à l'orphelin lui-même (alinéas 6 et 7 de l'article L. 54).*

Cette allocation ne peut cependant pas être allouée à un enfant infirme qui bénéficie d'une pension principale d'orphelin lui étant exclusivement attribuée au titre de l'article L. 57, c'est-à-dire accordée ou maintenue en raison de l'infirmité dont il est atteint.

Enfin, si la veuve est titulaire d'une pension militaire d'invalidité personnelle, elle ne peut pas cumuler les avantages familiaux des deux pensions pour les mêmes enfants. Ceux dus au titre de la pension de veuve étant supérieurs ou au moins égaux à ceux dus au titre de la pension personnelle, sont servis en priorité.

### **5.2.3. Orphelin seul, de moins de 21 ans, non infirme :**

La pension d'orphelin (*éventuellement assortie du supplément exceptionnel*) étant majorable dans les mêmes conditions que la pension de veuve (article L. 55, deuxième et quatrième alinéas), l'orphelin a droit :

- jusqu'à 18 ans, à la pension, à la majoration de 92 points et au supplément familial de 120 point s'il est à charge au sens de la législation sur les prestations familiales ;
- de 18 à 20 ans, à la pension et au supplément familial ;
- de 20 à 21 ans, à la pension seule.

S'il a deux pensions d'orphelin, *il n'est payé qu'une seule majoration de 92 points*, en vertu du principe général d'interdiction de cumul des avantages familiaux, *mais le supplément familial*, affranchi des règles d'interdiction de cumul par le cinquième alinéa de l'article L. 51, *peut être payé au titre de chacune des deux pensions.*

### **5.2.4. Pluralité d'orphelins de moins de 21 ans, du même lit, non infirmes**

Chaque orphelin a droit à sa part de pension principale, (ou de chaque pension si le père et la mère leur ont tous deux ouvert droit à pension) à une majoration de 92 points jusqu'à ses 18 ans, et à une part du supplément familial (ou des suppléments s'il y a deux pensions).

Le mode de calcul du supplément familial présente une particularité du fait que la majoration de pension est de 120 points pour chacun des deux premiers enfants mais de 160 pour chacun des suivants.

Les règles suivantes sont donc à appliquer :

- si tous ont moins de 18 ans et sont à la charge d'une même personne, le supplément familial est de 240 point pour deux enfants, 400 pour trois, 560 pour quatre ;
- si tous ont moins de 18 ans mais sont à la charge de personnes différentes, il est alloué 120 points pour chaque orphelin seul, ou dans un groupe de deux. Si un groupe est composé de trois orphelins ou plus, il est alloué 160 points par enfant à partir du troisième de ce groupe ;
- s'il y a des orphelins de moins de 18 ans et d'autres âgés de 18 à 20 ans le supplément familial est attribué pour les mineurs selon les règles ci-dessus, chaque orphelin majeur a droit à 120 points s'il est à la charge de son ancien représentant légal, ou d'un tiers. S'il assume sa propre charge, le supplément familial ne peut pas lui être servi ;
- si tous les orphelins sont âgés de 18 à 20 ans, le supplément familial (à 120 points) est servi ou non suivant la distinction faite à l'alinéa ci-dessus.

### 5.2.5. Un seul orphelin, infirme, ou plusieurs orphelins du même lit, tous infirmes

*Les droits des orphelins infirmes doivent être réglés à partir des principes suivants :*

Le deuxième alinéa de l'article L. 57 leur donne droit au supplément exceptionnel, même s'ils ne sont pas orphelins de père et de mère, dès lors qu'ils cessent d'ouvrir droit à l'allocation spéciale de l'article L. 54, sixième alinéa (initialement cinquième).

Cette allocation spéciale est elle-même accordée sous réserve que les orphelins ne "*soient pas bénéficiaires des dispositions de l'article L. 57*".

Cette disposition doit être interprétée comme interdisant de verser l'allocation spéciale à un orphelin seul bénéficiaire de la pension, mais permettant, en cas de pluralité d'orphelins, de verser autant d'allocations que d'enfants infirmes quand il y a un orphelin non infirme, ou autant d'allocations que d'enfants infirmes moins un, lorsqu'il n'y a que des infirmes.

Par ailleurs, l'article L 51, 7ème aliéna, prévoit que le supplément exceptionnel est accordé jusqu'à leur majorité aux orphelins de père et de mère. L'article L. 57 du même code dispose que les orphelins infirmes conservent les droits qu'ils ont acquis avant leur majorité. Il résulte de l'application conjointe de ces deux articles que les orphelins infirmes de père et de mère peuvent continuer à percevoir le supplément exceptionnel après l'âge de 21 ans.

La combinaison de ces deux règles conduit à reconnaître le cumul :

- au profit des orphelins majeurs infirmes seuls, de père et de mère, issus du même lit, du supplément exceptionnel et des allocations spéciales pour enfant infirme correspondant au nombre d'orphelins infirmes moins un ;
- au profit de l'orphelin majeur infirme de père et de mère en concours avec des orphelins mineurs non infirmes du même lit, de la part de supplément exceptionnel et de l'allocation pour enfant infirme jusqu'à ce que le plus jeune des orphelins ait cessé d'avoir droit à pension.

Il apparaît donc que le supplément exceptionnel peut être servi cumulativement avec l'allocation spéciale pour enfant infirme dans les cas précités de pensions partagées malgré les dispositions du 2ème alinéa de l'article L. 57. Cette dérogation ne s'applique toutefois pas lorsque les orphelins ne sont pas réputés être de père ou de mère ou assimilés (enfants naturels reconnus par un seul de leurs parents).

#### 5.2.5.1. L'orphelin infirme seul a donc droit :

- jusqu'à 18 ans à la pension, au supplément exceptionnel s'il est orphelin de père et de mère ou assimilé, au supplément familial et à une majoration de 92 points (article L. 55).
- de 18 à 20 ans, aux mêmes avantages en vertu du premier alinéa de l'article L. 57 ;
- de 20 à 21 ans, aux mêmes avantages, moins le supplément familial ;
- à partir de 21 ans, à la pension, avec supplément exceptionnel même s'il n'est pas orphelin de père et de mère et à la majoration de 92 points (article L 57, premier deuxième alinéa).

Comme il est indiqué au 3ème alinéa du 5.2.2. ci-dessus, l'allocation spéciale pour enfant infirme de l'article L. 54-6ème alinéa ne peut être attribuée à l'orphelin infirme qui bénéficie seul de la pension principale d'orphelin.

#### 5.2.5.2. S'il y a plusieurs orphelins infirmes :

*Chacun a donc droit :*

- jusqu'à 20 ans à sa part de pension, éventuellement à sa part de supplément exceptionnel s'ils sont orphelins de père et de mère ou assimilés, au supplément familial et à une majoration de 92 points ;

- à partir de 20 ans, en présence de deux orphelins infirmes, il y a partage de la pension, éventuellement du supplément exceptionnel, une fraction de la majoration de 92 points (soit 46 points pour chacun) et d'une allocation spéciale (soit 166,5 pour chacun).

Si le nombre d'orphelins infirmes est supérieur à deux, ils se partagent la pension, éventuellement le supplément exceptionnel, une majoration de 92 points et autant d'allocations spéciales qu'il y a d'enfants infirmes moins un.

S'ils sont orphelins de père et de mère, ils conserveront après 21 ans leur part de supplément exceptionnel.

### **5.2.6. Concours d'orphelins infirmes et d'orphelins non infirmes, tous du même lit**

#### **5.2.6.1. Ils ne sont pas orphelins de père et de mère ou assimilés**

Le ou les orphelins non infirmes ont droit chacun (cf. supra 5.2.4) :

- jusqu'à 18 ans à une part de pension, au supplément familial (120 points) et à une majoration de 92 points ;
- de 18 à 20 ans à une part de pension et au supplément familial (120 points) ;
- de 20 à 21 ans à une part de pension.

Le ou les orphelins infirmes ont droit chacun :

- jusqu'à 20 ans à une part de pension, au supplément familial (120 points) et à une majoration de 92 points ;
- à partir de 20 ans, à une part de pension et à une ASEI. En effet, quand un groupe comprend au moins un orphelin de moins de 21 ans non infirme, il est servi autant d'allocations spéciales qu'il y a d'enfants infirmes.

L'orphelin infirme qui bénéficie d'une pension partagée ne peut bénéficier de l'ASEI que jusqu'aux 21 ans du plus jeune des orphelins avec lesquels il partage sa pension. Il deviendra alors seul titulaire de la pension principale d'orphelin et bénéficiera, de ce fait, de la majoration de 92 points (article L 57, premier et deuxième alinéa). S'il reste deux infirmes ce sont les dispositions du 5.2.5.2. qui s'appliquent.

#### **5.2.6.2. Ils sont orphelins de père et de mère, ou assimilés**

Dans ce cas, le supplément exceptionnel est accordé dès l'origine et partagé entre tous les orphelins. Chaque orphelin non infirme a les mêmes droits que ci-dessus avec en outre la part du supplément exceptionnel correspondant à sa part de pension.

Chaque orphelin infirme a également droit à sa part de supplément exceptionnel en plus des droits indiqués ci-dessus. A 20 ans, il devient bénéficiaire d'une allocation spéciale jusqu'aux 21 ans du plus jeune des orphelins avec lesquels il partage sa pension. S'il reste deux enfants infirmes ce sont les dispositions du 5.2.5.2 qui s'appliquent.

### **5.2.7. Concours entre une veuve et des orphelins d'un premier lit :**

La pension est partagée en deux mais la part de la veuve est portée au montant de la pension au taux de soldat, avec supplément exceptionnel entier le cas échéant.

Le ou les orphelins du premier lit ont droit à la moitié de la pension et éventuellement du supplément exceptionnel.

Les avantages familiaux sont attribués pour chaque orphelin suivant les règles énoncées aux subdivisions précédentes comme si la pension n'était pas partagée.

Nota : L'orphelin infirme bénéficiant seul de la pension principale partagée avec la veuve n'a pas droit à l'ASEI.

#### **5.2.8. Concours entre orphelins de plusieurs lits :**

La pension et le cas échéant le supplément exceptionnel sont partagés en parts égales. Les avantages familiaux sont attribués comme ci-dessus.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE DIRECTEUR-ADJOINT CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION C

ALAIN BONEL